

C'est la publicité qui fait vendre!

Le public consommateur change d'année en année... Il ne faut donc pas s'endormir sur un succès commercial momentané et le meilleur moyen de le prolonger, consiste à annoncer dans les journaux!

BUREAUX ROUBAIX - 66-71, Grande-Rue, Tél. 327.33, 327.35 et 327.34. TOURCOING - 21, rue Carnot, Tél. 37. LILLE - 3, rue Faidherbe, Tél. 539.31. PARIS - 28, boulevard Poissonnière, Tél. Provenç. 71.24. MOUSCRON - 108, rue de la Station, Tél. 544. ANCIENS DIRECTEURS: Jean Rebous, Nyles Rebous, Madame Alfred Rebous

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région.

Un remaniement au sein du Cabinet

M. MARCHANDEAU QUITTE

le ministère des Finances pour celui de la Justice

M. PAUL REYNAUD LUI SUCCÈDE

Le problème du redressement, déclare-t-il, n'est pas un problème monétaire. C'est un problème économique et financier. Il se dit opposé à toute nouvelle dévaluation. Cinq jours lui seront nécessaires pour l'élaboration de ses projets.



(Ph. Franco-Press.) M. REYNAUD



(Ph. H. Manu.) M. MARCHANDEAU

PARIS, 1^{er} NOVEMBRE (Minuit). Les difficultés imprévues qui avaient surgi lundi en conseil de cabinet ont eu un rapide dénouement le jour de la Toussaint. M. Marchandeu a résigné ses fonctions de ministre des finances pour devenir ministre de la justice et garde des sceaux. M. Paul Reynaud, ministre de la justice, devient ministre des finances.

Ce chassé-croisé ministériel ne marque pas seulement un changement de titulaire dans ces deux postes, dont l'un est d'une importance capitale dans les circonstances présentes; il marque une orientation de notre politique financière.

Pourquoi M. Marchandeu a-t-il remis à son collègue le portefeuille des finances ?

Parce qu'il a jugé, avec une dignité à laquelle il convient de rendre hommage, qu'ayant présenté un plan de redressement financier jugé inacceptable par son chef et la plupart de ses collègues, il ne lui appartenait pas de faire une



(Ph. Frampus.) Un agent condamne la porte du ministère de la Guerre, tandis qu'un premier étage se tient le Conseil de Cabinet présidé par M. Daladier.

politique contraire à celle qu'il proposait.

Nous avons dit hier qu'il envisageait de défendre la monnaie par des mesures draconiennes allant jusqu'à la réquisition de l'or. Ce système de défense du franc se distinguait théoriquement du contrôle des changes. En fait, il y aboutissait presque fatalement, il s'apparentait aux méthodes de contrainte. Or, une fois qu'on a fait appel à ces méthodes, il est impossible de revenir en arrière. L'engrenage pousse ceux qui y ont recours vers l'aggravation accélérée des lois d'exception. L'autarcie commence à l'instant précis où l'on supprime la liberté.

Pouvons-nous sauver les finances françaises et, avec elles, notre indépendance politique et notre sécurité même, sans nous enfoncer dans l'autarcie ? M. Daladier l'a pensé et M. Paul Reynaud le pense aussi.

Quel système l'ancien garde des sceaux, qui a déjà occupé le ministère de la rue de Rivoli, va-t-il donc adopter ? Sans doute, a-t-il des préférences. Toutefois, il ne veut faire connaître son plan de bataille financière que dans cinq jours.

lorsqu'il aura dressé avec exactitude le bilan de la France.

Mais, parce qu'il a défendu autrefois la dévaluation, il ne veut pas que l'on puisse croire qu'il la considère aujourd'hui encore comme un remède à nos difficultés. « Le problème, dit-il, est moins monétaire qu'économique et financier ».

Ce n'est pas d'un miracle de technique, mais d'un effort total de la nation qu'il attend le salut. En face des dictatures qui n'ont résolu que dans l'autarcie, il pense que les démocraties peuvent et doivent, par un effort de discipline librement consentie, se sauver elles-mêmes.

Ses idées sont sympathiques au peuple français. Celui-ci n'attend plus que leur mise en pratique, prêt aux sacrifices qu'on lui demandera, pourvu qu'il ait l'impression qu'ils soient efficaces.

Ce qu'il faut maintenant, c'est renoncer à des expédients qui nous conduiraient aux abîmes.

René ROUSSEAU.

(Lire la suite page 2.)

L'arbitrage italo-allemand dans le différend hungaro-tchécoslovaque

Il sera, estim e-t-on à Berlin, une manifestation de la volonté des deux pays d'organiser l'Europe sur de nouvelles bases



DES PAYSANNES DE RUSSIE SUBCARPATHIQUE. (Ph. Fulgur.)

Berlin, 1^{er} novembre. — L'arbitrage que vont exercer l'Allemagne et l'Italie dans le différend hungaro-tchécoslovaque est considéré dans le Reich comme une manifestation de la force et de la volonté des deux pays d'organiser l'Europe sur de nouvelles bases.

Dans ce sens la « National Zeitung » d'Essen écrit : « La rencontre du 2 novembre entrera dans l'histoire comme une manifestation de la politique de l'axe, bien plus encore que comme le règlement d'un conflit particulier. »

Au nom de leurs peuples et de leurs gouvernements, les ministres des affaires étrangères du Reich et de l'Italie fasciste vont remplacer l'injustice de Versailles par un ordre nouveau.

Notant la présence des ministres des affaires étrangères de Prague et de Bucarest à la conférence qui va s'ouvrir mercredi à Vienne, ce journal poursuit : « Cette circonstance permet de penser que la frontière hungaro-tchécoslovaque sera fixée et qu'après l'équitable arbitrage germano-italien, auquel Rome et Berlin ont travaillé en plein accord, la solution définitive sera obtenue. La France et l'Angleterre pourront, à cet exemple typique de l'activité germano-italienne, se faire une idée de la force et du droit de l'axe Rome-Berlin. »

(Lire la suite page 2.)

Le futur ambassadeur d'Italie à Paris



(Ph. Frampus.) M. R. GUARAGLIA, pour la nomination de qui, M. Prunas, chargé d'affaires d'Italie à Paris, a demandé lundi l'agrément du gouvernement français.

LE TRAGIQUE BILAN DE MARSEILLE

SOIXANTE-TREIZE PERSONNES

auraient péri dans l'incendie

Mais aucun cadavre n'a été retrouvé hier au cours des travaux de déblaiement



(Ph. Franco-Press.) Mgr DELAY, archevêque de Marseille, sort de la Bibliothèque municipale, où il a salué les restes des victimes.

Marseille, 1^{er} novembre. — Bien que les travaux de déblaiement aient été poursuivis avec la même activité et à grand renfort de chalumeaux pour permettre l'enlèvement des grosses pièces métalliques, aucun nouveau corps ni débris humains n'a été découvert. On est encore à la 30^e victime. Dans la salle de la Bibliothèque de la ville où sont rangés les trente-huit cerceaux, le directeur du laboratoire de police technique a poursuivi ses recherches pour découvrir sur les corps et les débris humains des particularités pouvant aider à l'identification.

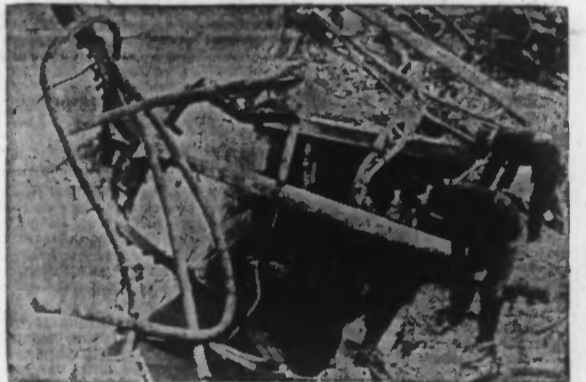
D'autre part, l'assèchement du sous-sol est à peu près terminé. On n'y a trouvé aucun corps, ce qui confirme l'exactitude des déclarations faites dès le premier jour par un employé attaché à un rayon du sous-sol, à savoir que toutes les personnes qui étaient en bas lorsque le feu a éclaté, purent gagner l'extérieur par un escalier débouchant sur la rue Thubaneau.

On a pu constater aussi que les objets et marchandises en vente dans le sous-sol: articles de ménage, de chauffage, de jardinage, droguerie, etc... n'avaient pas été atteints par le feu.

Mercredi, on essaiera de descendre du troisième étage, le coffre-fort des « Nouvelles Galeries », que l'on aperçoit encore scellé dans le mur, entre une fenêtre et la maison contiguë.

La direction des « Nouvelles Galeries » a déclaré qu'il renfermait 1 million 650.000 francs.

(Lire la suite page 2.)



(Ph. Franco-Press.) Des pompiers inspectent l'excavation dans laquelle est tombé l'ascenseur du magasin, et où plusieurs victimes se trouvent peut-être.

LA DÉFENSE NATIONALE ANGLAISE

Pas de conscription ni de mobilisation industrielle, déclare M. Chamberlain

« Le gouvernement est convaincu, affirme-t-il, qu'il est à la fois désirable et possible de satisfaire, grâce à l'action volontaire, aux besoins de la défense civile. »

« La ferme détermination du gouvernement britannique est de ne pas attendre que la paix vienne toute seule »

Londres, 1^{er} novembre. — Au début de la séance de la Chambre des Communes, M. Attlee, chef de l'opposition, demande à M. Chamberlain de s'expliquer sur les conséquences politiques et économiques de ce qu'il appelle « la grande défaite qu'ont subie à Munich la France et la Grande-Bretagne ».

L'orateur voudrait connaître la valeur de la garantie donnée par la Grande-Bretagne à ce qui reste de l'Etat tchécoslovaque. Il se déclare « totalement opposé à l'octroi par la Grande-Bretagne de garanties auxquelles elle ne pourra faire honneur, ou à la prise de vagues obligations en dehors de la Société des Nations. »

Faisant ensuite allusion à la poussée économique allemande en Europe centrale et orientale et à celle du Japon en Extrême-Orient, M. Attlee réclame

Le discours de M. Chamberlain

« L'accord de Munich n'a été une défaite ni pour la démocratie, ni pour la cause du droit et de l'ordre »

M. Neville Chamberlain, salué par les acclamations de la majorité, répond à M. Attlee.

(Lire la suite page 2.)

Fête du souvenir,

la Toussaint a été célébrée partout avec ferveur

Les morts de la guerre ont reçu l'hommage fidèle de ceux qui n'oublient pas leur immense sacrifice



(Ph. Franco-Press.) M. ALBERT LEBRUN dépose une gerbe de fleurs sur la tombe du Soldat inconnu. Derrière lui, MM. DALADIER et CHAMPETIER DE RIBES.

L'hommage au Soldat inconnu.

Paris, 1^{er} novembre. — Mardi, à 9 h. 45, à l'occasion de la Toussaint, M. Albert Lebrun, président de la République, s'est incliné devant la tombe du Soldat inconnu. Le chef de l'Etat, qui était accompagné du général Braconnier, chef de sa maison militaire, a été salué à sa descente de voiture par MM. Edouard Daladier, président du Conseil; Camille Chautou, ministre de la Marine; Guy H. Cusnier, ministre de l'Air; Champetier de Ribes, ministre des Pensions; le général Billotte, gouverneur militaire de Paris; MM. Villey, préfet de la Seine; Langeron, préfet de police, etc...

Après avoir passé en revue la compagnie de la Garde républicaine, qui rendait les honneurs militaires, le chef de l'Etat a déposé sur la dalle sacrée, une superbe couronne de bleuettes cravatée aux couleurs nationales. Le bruit de la Garde a exécuté, sur un rythme de marche funèbre, la sonnerie « AUX MORTS ». Le Président de la République s'est recueilli un long moment devant la tombe du héros national, laquelle, à cette

heure matinale, disparaissait déjà sous un amoncellement de couronnes et de fleurs.

Quelques minutes avant cette cérémonie, MM. Daladier, Camille Chautou et Guy H. Cusnier avaient déposé des fleurs sur la pierre symbolique, au nom des ministères de la Guerre, de la Marine et de l'Air.

...celui de la ville de Paris... D'autre part, de nombreuses cérémonies ont eu lieu à Paris et dans la banlieue sur la tombe.

A 10 h. M. Bouteiller, vice-président du Conseil municipal, remplaçant M. Le Frapvoit de Launay, et le président du Conseil général entourés des représentants des deux assemblées se sont rendus à l'Arc de Triomphe, pour déposer des fleurs sur la dalle sacrée.

Après avoir passé une brève cérémonie s'étant déroulée devant la statue de Clemenceau, qui fut fleurie de roses rouges.

A 10 h. 15, aux Invalides, les tombes du maréchal Foch et de son épouse ont été décorées de couronnes et le même geste a été accompli à Louveciennes sur le tombeau du maréchal Joffre.

(Lire la suite page 3.)

Débuts au Français... LETTRE DE BRUXELLES



M^{lle} FRANÇOISE DELILLE, premier prix de comédie du Conservatoire de Paris, dans sa leçon abondamment fleurie lundi soir, à la Comédie-Française, après ses débuts très applaudis dans « Carmosine », de Musset.

Le conflit Vandervelde-Spaak à l'état aigu

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

BRUXELLES, 1^{er} NOVEMBRE 1938.

On sait que M. Spaak a déclaré à la Commission sénatoriale des Affaires étrangères que l'intérêt belge demandait l'envoi d'un délégué à Burgos.

M. Vandervelde a répliqué : « Mon siège est fait; je ne suivrai pas. »

La Fédération bruxelloise du Parti socialiste, dont les tendances communistes sont très évidentes, vient, de son côté, de marquer officiellement son opposition à M. Spaak. La Fédération des Jeunes socialistes a fait de même. Le duel entre les deux leaders socialistes est donc engagé.

Les marxistes voudraient qu'il fût vidé dimanche, par le congrès socialiste devant lequel M. Vandervelde défendra sa thèse. Il est à croire, cependant, que la question sera tranchée dès jeudi, la Chambre, en effet, saisit des problèmes extérieurs belges et celui de Burgos y aura mis au premier plan.

La droite et la gauche libérale, les